

1983/61. Rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1978/60 du 3 août 1978, 1978/75 du 8 novembre 1978, 1979/48 du 31 juillet 1979 et 1981/45 du 20 juillet 1981,

Rappelant aussi la résolution 34/137 de l'Assemblée générale, du 14 décembre 1979, dans laquelle l'Assemblée a notamment invité le Secrétaire général à poursuivre son étude détaillée du rôle du secteur public et à présenter à l'Assemblée à sa trente-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport complet faisant une place particulière à plusieurs aspects de la question précisés dans ladite résolution,

Rappelant les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Notant qu'au paragraphe 31 de la section II de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement contenue dans l'annexe de la résolution 35/56 de l'Assemblée générale du 5 décembre 1980 il est dit qu'il faut tenir dûment compte du rôle positif que le secteur public peut jouer dans la mobilisation des ressources intérieures, la formulation et l'application des plans généraux de développement national et la définition des priorités nationales,

Ayant présent à l'esprit le fait que tout Etat a le droit souverain et inaliénable de choisir son système économique et social conformément à la volonté de sa population, sans ingérence extérieure,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement¹⁶;

2. *Invite* le Secrétaire général à continuer d'étudier le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement et à présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un nouveau rapport d'ensemble qui tienne compte des renseignements fournis par les Etats Membres ainsi que des observations et suggestions formulées à ce sujet par les délégations aux réunions d'organes intergouvernementaux et, notamment, fasse une place particulière aux dispositions du paragraphe 5 de la résolution 34/137 de l'Assemblée générale;

3. *Réaffirme* sa résolution 1978/60 par laquelle il a notamment invité les commissions régionales et les autres organismes intéressés des Nations Unies à aider régulièrement le Secrétaire général dans son étude suivie du rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement;

¹⁶ A/38/176-E/1983/50

4. *Prie* le Secrétaire général, quand il mettra en œuvre la présente résolution, d'envisager, au besoin, d'organiser, en coopération étroite avec les organes et organismes compétents des Nations Unies, un séminaire sur le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement ;

5. *Invite* le Secrétaire général à faire état du rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement dans les rapports que l'Assemblée générale a demandés dans ses résolutions 37/202 et 37/204 du 20 décembre 1982.

*40^e séance plénière
28 juillet 1983*

1983/62. Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2097 (LXIII) du 29 juillet 1977 et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, du 19 décembre 1977, par laquelle l'Assemblée a proclamé la période 1978-1988 Décennie des transports et des communications en Afrique,

Notant la décision prise par la Conférence des Ministres africains des transports, des communications et de la planification à sa troisième réunion, tenue au Caire du 8 au 11 mars 1983¹⁷, au sujet de la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar et de l'axe Tanger-Lagos,

Notant également les décisions G (XXXVII)¹⁸ et I (XXXVIII)¹⁹ de la Commission économique pour l'Europe en date des 2 avril 1982 et 22 avril 1983, par lesquelles il est demandé au Secrétaire exécutif de poursuivre la coopération avec les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Asie occidentale en ce qui concerne les projets présentant de l'intérêt pour les pays de la Méditerranée,

Tenant compte de la recommandation adoptée par la cinquième Conférence sur les routes africaines, tenue à Libreville du 6 au 11 février 1983, au sujet de la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar et de l'axe Tanger-Lagos,

Tenant compte aussi des résultats du Séminaire sur la situation des transports dans la région de la Méditerranée, tenu à Barcelone en juin 1983,

Notant avec satisfaction les progrès réalisés par le Comité mixte maroco-espagnol dans les études du projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar,

Convaincu de l'importance de la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar pour la région de la Méditerranée et pour les continents africain et européen dans le développement des relations interrégionales et de bon voisinage,

¹⁷ Voir E/ECA/CM.9/26.

¹⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1982, Supplément n° 9* (E/1982/19), chap. IV.

¹⁹ *Ibid.*, 1983, *Supplément n° 11* (E/1983/22), chap. IV.